

## INTRODUCTION

### Entretien avec Claude Bébéar<sup>1</sup>

**Aujourd'hui, il est convenu de tout regarder à travers le prisme de la crise, qui est censée avoir « tout changé ». Les choses ont-elles véritablement évolué depuis 2002 ?**

Pour notre pays, la crise n'a rien changé de fondamental, je dirais plutôt qu'elle a accéléré les processus en cours. La grande nouveauté depuis 2002 est le développement extrêmement rapide du numérique qui induit de véritables bouleversements dans les rapports entre les individus et au sein des entreprises. Mais structurellement, les défis sont là devant nous, toujours les mêmes. Le monde occidental croule sous les dettes, la mondialisation avance à marche forcée mais dans le désordre. L'Europe se cherche. La France est un pays plein d'atouts mais marqué par ses divisions, ses cloisonnements, son jacobinisme. Le dernier quinquennat a permis de nombreux changements, pas tous aboutis. Il y a eu un véritable volontarisme politique et des progrès certains dans la Justice, l'Université par exemple. Mais aujourd'hui, les frustrations et les déceptions restent fortes. La priorité absolue doit être donnée à l'éducation, à la formation de nos jeunes, nécessaires pour que des changements en profondeur soient réalisables.

**N'a-t-on pas suffisamment réformé l'éducation ces dernières années ? Le système n'est-il pas fatigué de cette révolution permanente ?**

Si l'on en juge par les résultats, effectivement, les ministres n'auraient pas dû se donner toute cette peine... Ce qui est étrange, dans ce domaine, c'est la passion des décideurs pour les solutions sans rapport avec les problèmes. On nous explique ainsi qu'il faut d'urgence « réformer le bac »,

---

1. L'ensemble des publications mentionnées est disponible sur le site internet de l'Institut Montaigne : [www.institutmontaigne.org](http://www.institutmontaigne.org).

« alléger les programmes », « embaucher 60 000 professeurs », « réviser les rythmes scolaires », « fusionner l'école primaire et le collège »... Fort bien. Mais tout cela changera-t-il quoi que ce soit à notre problème fondamental qui est que 20 % des élèves ne savent pas lire à la sortie de l'école primaire (sans parler des 20 % qui n'ont que des acquis fragiles)... Non ! pas le moins du monde ! Faute d'analyser les vrais problèmes et leurs causes, on se jette dans les gadgets à la mode, qui occupent l'institution, absorbent l'énergie des administrations, distraient l'opinion... Tout cela en vain... C'est à ce qui se passe à l'intérieur des classes qu'il faut s'intéresser, pas aux tuyauteries administratives, ni à la question de savoir s'il y a 22 ou 23 élèves par classe en moyenne. L'Institut Montaigne a fait là-dessus des propositions précises et opérationnelles, fondées sur de véritables expérimentations<sup>2</sup>. Il est possible de diviser par deux ou trois l'échec scolaire en petite classe, sans dépenser des milliards, sans embaucher des dizaines de milliers de professeurs supplémentaires, en appliquant des méthodes efficaces. Il faut changer les méthodes d'enseignement de la lecture et de l'écriture, dès la fin de la maternelle et surtout au CP. L'école primaire est la priorité absolue, y compris en termes de moyens financiers. Ce qui n'est pas appris dans les premières années ne l'est jamais ensuite. Les inégalités se forment très tôt. C'est là que l'effet de levier de la puissance publique est donc le plus fort ; incroyablement plus fort qu'au collège ou au lycée, où les retards accumulés ne se corrigent pas. Or, en situation de dépenses contraintes, il va de soi qu'il faut investir l'argent public là où son effet est maximal.

### **Et du côté du supérieur ?**

La réforme qui a donné l'autonomie a été une bonne chose. Il s'agit probablement de la plus grande révolution du quinquennat. Elle a permis de rapprocher le monde de l'entreprise et celui du supérieur et de créer des dynamiques nouvelles entre universités et grandes écoles. À présent, il faudrait mettre le système « en tension ». On sait bien que beaucoup de filières encombrées sont sans débouchés... On le répète depuis tant d'années que cela finit par se savoir ; mais elles ne se vident pas vite. Je pense que les étudiants devraient rembourser leurs études lorsqu'ils ont trouvé un métier ; cela permettrait de les rendre sensibles à la question de savoir si la série dans laquelle ils s'engagent les conduira ou non quelque part. Cela modifierait aussi

---

2. *Vaincre l'échec à l'école primaire*, Rapport, avril 2010.

sûrement l'ambiance de travail au sein des universités<sup>3</sup>. Mais encore une fois, ne nous dispersons pas, je considère que la priorité absolue, c'est l'école primaire.

### **Venons-en à l'économie...**

Le problème fondamental de l'économie française réside dans la préférence systématique accordée depuis vingt ans à la consommation au détriment de la production. Notre déficit commercial et notre dette publique en témoignent : depuis trop longtemps nous consommons à crédit des biens que nous ne fabriquons plus. Il va de soi qu'une telle situation n'est pas viable. Baisser les charges qui pèsent sur le travail pour augmenter la fiscalité sur la consommation est donc une bonne idée : assurément, consommation et production vont de pair, mais pas dans n'importe quel ordre : il faut commencer par produire<sup>4</sup>. C'est à tort que l'on présente régulièrement la consommation comme le ressort de l'économie française. C'est là un leurre démagogique qui nous a conduits dans l'abîme de la dette. Il ne faut plus tarder à ouvrir les dossiers les plus brûlants : d'abord en faisant un effort important de réduction des dépenses publiques comme l'ont fait d'autres pays. C'est essentiel mais on en parle peu. Ensuite transférer des charges des entreprises vers la consommation, c'est-à-dire la TVA, pour améliorer notre compétitivité internationale. Nous avons fait une proposition en ce sens à l'Institut Montaigne. Mais il faudrait aller plus loin en retirant les cotisations de l'assurance maladie des charges sociales, prises en charge par les assurés, et en créant un fonds de solidarité. Bien sûr, le système de retraite doit continuer à évoluer pour tenir compte de l'allongement de la vie humaine sans alourdir les charges supportées par l'entreprise.

### **Aurions-nous de mauvais économistes ?**

Pas sûr. Les économistes ont une boîte à outils. Avec, on peut tout faire. Ce qui compte, ce sont les choix politiques, les choix de société, qui n'ont rien de technique. Au fond de nos choix, je pense qu'il n'y a pas d'abord une erreur économique, mais une attitude qu'on retrouve dans d'autres domaines : la passion du court terme et un oubli du fait

---

3. *Pour une contribution plus juste au financement de l'enseignement supérieur*, Note, octobre 2008.

4. *Une fiscalité au service de la social-compétitivité*, Rapport, mars 2012.

qu'on ne récolte pas avant d'avoir planté. Il faut passer l'hiver avant de voir le fruit de ses efforts. On a beaucoup dit que les Allemands payaient leur succès d'un affaiblissement de leur pouvoir d'achat : mais aujourd'hui, après dix ans d'efforts, ils récoltent les fruits : leur chômage baisse et les salaires sont repartis à la hausse. Les réformes à effet immédiat n'existent pas. La réhabilitation du long terme que nous réclamons à juste titre pour la finance, appliquons-la à toutes nos activités.

**Pensez-vous que les difficultés de la France à se réformer tiennent à sa classe politique et à l'absence de renouvellement des élites ?**

S'agissant de la mobilité sociale et du renouvellement des élites, je pense qu'il n'y a pas d'autre solution que la refondation énergique de notre école. Un effort considérable est indispensable pour la maternelle et le primaire en priorité pour que nous n'ayons plus chaque année 150 000 à 200 000 jeunes qui quittent l'école sans posséder la maîtrise de la lecture et de l'écriture. C'est le point essentiel. L'égalité des chances doit être une priorité. La cooptation est trop forte en France, il faut savoir s'ouvrir à la diversité, aux nouveaux talents d'où qu'ils viennent. En ce qui concerne la classe politique, je pense que deux mesures constitutionnelles sont à prendre : l'instauration d'un septennat non renouvelable – c'est là une position personnelle qui n'engage pas l'Institut Montaigne, et l'interdiction du cumul des mandats. La première mesure me paraît capitale si nous voulons que les impératifs de la politique reprennent leurs droits sur les calculs électoraux des politiciens ; l'absence de toute perspective de réélection constituerait une puissante arme anti-démagogie. Je subodore même que cela modifierait le profil des candidats au poste ! Ensuite, l'interdiction du cumul serait conforme à l'esprit de la Constitution, qui veut que les parlementaires soient des élus de la nation, et qu'ils se consacrent tout entier à l'élaboration de l'intérêt général – et non à l'entretien de leur fief local. L'Institut Montaigne a fait des propositions très claires à ce sujet<sup>5</sup>. Il ne peut y avoir de classe politique de qualité, renouvelée, sans faire partir ceux qui sont là depuis trop longtemps. Et ils sont nombreux. Là aussi, nous verrions sans doute apparaître de nouveaux profils...

---

5. *Député : un job à temps plein*, Note, décembre 2006.

### **Que va devenir l'Europe ? Est-ce un rêve passé ?**

Dans vingt ans, il n'est pas sûr qu'un seul pays européen figure encore au sein du G7, le groupe des sept pays les plus puissants du monde. Si les pays européens n'avaient rien de spécifique à défendre dans le monde, on pourrait s'accommoder d'une telle rétrogradation. Mais ce n'est pas le cas : on a beau dire, et sur tous les tons, que « l'Europe n'est pas une nation », que « l'Europe n'est pas une zone monétaire optimale », que « l'Union européenne n'est qu'une construction abstraite », il n'en demeure pas moins que ce qui rapproche les pays européens et les distingue dans le monde entier est infiniment plus fort que ce qui les sépare. La crise actuelle devrait être propice à ce genre de prise de conscience. Il serait tragique d'attendre que tout soit détruit pour soupirer : « Ah, si nous avions su ! » L'explosion de l'Europe serait une catastrophe internationale.

### **Que faut-il faire ?**

Première vérité à oser dire : la construction européenne a pris une mauvaise route à partir des élargissements des années 80, peut-être même des années 70, avec l'entrée de la Grande-Bretagne. Il est temps de construire une Europe politique solide, autour d'un noyau dur, ouvert à tous ceux qui rempliront les conditions obligatoires pour en faire partie. La décentralisation est essentielle pour ce faire : si nous restons au niveau des nations, l'intégration sera trop difficile. Il faut décentraliser notre État et passer à une Europe des régions. En France, la décentralisation a été mal faite, les régions sont trop petites. Il faut s'inspirer de l'Allemagne.

### **Quel serait le périmètre d'une telle Europe ?**

Il faudrait créer un noyau central autour de la France, l'Allemagne, le Benelux, l'Italie, l'Autriche, l'Espagne et le Portugal. Si l'on veut approfondir, il faut permettre, ne serait-ce que momentanément, une Europe à plusieurs vitesses. Il y aurait un noyau central très intégré ; un deuxième cercle partagerait la monnaie commune et enfin un troisième cercle serait dans le marché commun. Le noyau central pourrait mettre en place, dans notre intérêt commun, une coordination politique extrêmement étroite qui porterait d'abord sur les procédures budgétaires, de telle sorte que nous sortions collectivement du piège de l'endettement et puissions envisager des investissements publics mutuellement bénéfiques. Concrètement, nous créerions une union

budgétaire avec procédure commune, actif et passif communs, émission d'obligations communes. À sept, nous pourrions plus facilement qu'à 27 définir un intérêt commun, concevoir des politiques communes véritables. Certaines questions pourraient enfin être posées sans que des *free riders* ou des pays porteurs d'intérêts stratégiques différents ne viennent bloquer toutes les décisions importantes : régulation bancaire et financière, politique énergétique commune, politique industrielle, défense, harmonisation fiscale et sociale par le haut et non par le bas, politique de l'emploi... Le but est moins de s'aligner que de se coordonner<sup>6</sup>.

### **Que pensez-vous de l'action du G20 depuis le début de la crise ?**

Dans un premier temps, la crise a été assez bien gérée, je veux dire par comparaison avec les années 30... Maintenant, il n'est pas sûr que la deuxième phase soit très bien engagée. Il faut amener le monde financier à considérer le long terme : la finance doit être un facilitateur de l'économie. Les réformes de structures se font attendre et l'on a l'impression d'une fuite en avant. Pourquoi ? Parce qu'il n'existe pas d'instance de décision mondiale responsable. Dès lors, nous sommes entre les mains d'entités irresponsables. Nous avons abandonné notre épargne, nos projets et notre souveraineté à des organismes dont la compétence et la légitimité ont aujourd'hui trouvé leurs limites. Normes comptables européennes confiées à une officine privée londonienne (l'IASB) ; règles prudentielles pour les compagnies d'assurances et les banques, dévolues à des comités Théodule à géométrie variable, et aux identités indéfinissables ; notations des plus grandes entreprises comme des États souverains confiées à des agences à qui l'on donne un pouvoir immense... Nous avons laissé se mettre en place un système court-termiste, qui nuit à l'intérêt de l'économie. Un système qui, dans le même temps, décourage l'investissement industriel de long terme, seul garant de la prospérité durable pour le plus grand nombre. Ce système empêche les banques et les compagnies d'assurances de détenir des actions d'entreprises en grande quantité, et sur le long terme.

---

6. *Candidats, quel projet proposez-vous pour l'Europe ?* Note, avril 2009.

**Mais comment reprendre la main ?**

Ce n'est pas à un aréopage de lobbys de décider de nos normes comptables et prudentielles, mais aux États se concertant entre eux. L'IASB, l'ISDA et les comités de Bâle et de Solvency 2, ont produit des normes et des règles de marché trop dangereuses pour nos économies et nos sociétés. Il est temps de les débrancher. Il est temps également de sortir une partie de la dette des marchés internationaux. Des bons d'épargne pourraient être émis, des titres perpétuels souscrits par des résidents qui permettraient de redomestiquer une partie de notre dette publique<sup>7</sup>. Les investisseurs doivent réapprendre à faire eux-mêmes leur métier et à avoir une vision de long terme pour juger de la pertinence d'un investissement dans une action ou une dette souveraine, sans systématiquement recourir à des notes produites par des agences défaillantes, ou se protéger derrière elles. Il convient, de façon assez urgente, de neutraliser la nocivité des systèmes de notation des agences, en les découplant des processus et des automatismes de gestion des investisseurs. Ces sujets d'apparence technique sont essentiels. Si les États, les entreprises et les investisseurs ne reprennent pas la main sur le système financier mondial, alors nous pouvons craindre bien plus qu'un énième krach : un rejet radical et violent du capitalisme, seul système capable de produire des richesses pour le plus grand nombre. Un système capitaliste, condition de notre prospérité collective, mais qui est aujourd'hui détourné et mis en danger par une poignée de court-termistes de tout acabit.

---

7. *Les bons d'épargne : un instrument de contrôle de la dette publique*, Note, décembre 2011.